

**UNION DES COMORES**

Unité - Solidarité - Développement

-----

**PRESIDENCE DE L'UNION DES COMORES**

-----

**SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT**

-----

# **PLAN D'INVESTISSEMENT QUINQUENNAL (PIQ): 2016 - 2021**

*mai 2016*

# INTRODUCTION

- Le présent plan d'investissement fait la synthèse des investissements sectoriels à réaliser durant les cinq prochaines années de mandat du Président Azali Assoumani.

- Il s'inspire du programme d'actions soutenu par le Président Azali lors des campagnes présidentielles de 2016, lequel s'est aussi inspiré du cadre de planification nationale actualisé (DSCRП).
- L'objectif général est de disposer d'un outil permettant à tout instant, de procéder à une planification efficiente des investissements que le Gouvernement envisage de mettre en œuvre dans chaque secteur de développement, mais également de constituer une référence crédible et utile pour d'éventuelles négociations avec les partenaires.
- Plus spécifiquement, le plan d'investissement quinquennal fournit d'une part, une déclinaison dans le temps des investissements prioritaires à mettre en place pour soutenir le développement économique du pays et d'autre part une orientation précise en matière de possibilités de mobilisation des ressources. Cette déclinaison indique par ailleurs, la période pendant laquelle, l'investissement devra intervenir mais pas nécessairement l'année de sa finition.
- Seuls sont pris en compte dans ce plan, les investissements physiques, les autres catégories d'investissement telles que les formations, seront considérées dans d'autres outils de planification.
- Les Ministères sont ainsi priés de s'approprier ce plan qui doit leur servir de guide pour la planification de leurs activités en général mais aussi pour la mobilisation des ressources nécessaires à leurs exécutions.



**PLAN D'INVESTISSEMENT**

**I. MINISTERE DE LA JUSTICE, DES AFFAIRES ISLAMIQUES, DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET DES DROITS DE L'HOMME**

Nature des investissements	Unité	Nombre quantité	Coût unitaire x1000 KMF	Coût total x 1000 KMF	Source potentielle de financement	Déclinaison				
						A1	A2	A3	A4	A5

1. Construction de nouveaux Bâtiments administratifs	Unité	20	500 000	10 000 000	– Etat – Partenaires – Institutions financières	5 2500 000	5 2500 000	5 2500 000	3 1500 000	2 1000 000
2. Réhabilitation de bâtiments administratifs	Unité	10	300 000	3000 000	– Etat – Partenaires – Institutions financières (IF)	6 1800 000	4 1200 000	0 0	0 0	0 0
4. Matériel roulant	Unité	100	20 000	2000 000	– Etat, partenaires	30 600 000	40 800 000	10 200 000	10 200 000	10 200 000
<b>TOTAL 1</b>	<b>Unité</b>	<b>130</b>		<b>15 000 000</b>	– Etat – Partenaires – Institutions financières	<b>41 4 900 000</b>	<b>49 4 500 000</b>	<b>15 2 700 000</b>	<b>13 1 700 000</b>	<b>12 1 200 000</b>

- Les investissements à réaliser au titre du Ministère de la justice vont concerner toutes les administrations publiques y compris celles des îles autonomes car il s'agira de doter les administrations, de nouveaux bâtiments pouvant créer un meilleur cadre pour stimuler l'esprit créatif et assurer une meilleure sécurité des agents.
- Il s'agira d'une part de construire en tout 20 nouveaux bâtiments administratifs et de réhabiliter 10 autres en état de vétusté au niveau des trois îles et d'autre part de construire un grand centre pour le perfectionnement des agents des administrations publiques et des autres professions. Les choix des sites ainsi que la répartition des bâtiments seront opérés au moment des études techniques préliminaires et en fonction des besoins exprimés ou identifiés par l'Etat. Le plan prévoit aussi l'acquisition de matériel roulant pour assurer la mobilité des administrations et garantir leur efficacité.
- La déclinaison des réalisations est dégressive en raison de la nécessité de répondre à de besoins incessamment croissants en matière de bâtiments et de cadre de travail incitatif, surtout par rapport à la création de nouvelles structures administratives autonomes.
- Le coût total des réalisations est estimé à 15 milliards de nos francs et peuvent être mobilisés auprès des principaux partenaires, tels que la Chine, la France, le Qatar et autres partenaires bilatéraux. L'Etat peut dans une certaine mesure mobiliser des sources financières auprès des institutions financières locales. A noter que les infrastructures scolaires, universitaires et sanitaires ne sont pas pris en compte dans cette

rubrique. Par contre, toutes les administrations seront dotées de matériel roulant y compris l'Université dont les besoins en transport pour les étudiants sont pressants.

## II. MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT, DE LA RECHERCHE ET DES ARTS

Nature des investissements	Unité	Nombre quantité	Coût unitaire x1000 KMF	Coût total x 1000 KMF	Source potentielle de financement	Déclinaison (x1000)				
						A1	A2	A3	A4	A5
1. Construction d'écoles primaires	Unité	50	100 000	5 000 000	– Partenaires	30 3000 000	10 1000 000	10 1000 000	0 0	0 0
2. Réhabilitation d'écoles primaires	Unité	200	50 000	10 000 000	– partenaires	50 2500 000	100 5000 000	50 2500 000	0 0	0 0
3. Réhabilitation de collèges	Unité	20	100 000	2000 000	– partenaires	5 500 000	5 500 000	5 500 000	5 500 000	0 0
4. Construction, réhabilitation d'écoles professionnelles	Unité	5	100 000	1000 000	– partenaires	2 200 000	2 200 000	1 100 000	0 0	0 0
5. Construction de bâtiments universitaires	Unité	5	300 000	15 00 000	– partenaires	3 900 000	2 600 000	0 0	0 0	0 0
6. . Réhabilitation de l'Université	Unité	1	1000 000	1000 000	– partenaires	1 1000 000	0 0	0 0	0 0	0 0
7. Construction du CERMA*	Unité	1	2000 000	2000 000	– Institutions financières	1 2000 000	0 0	0 0	0 0	0 0
<b>TOTAL 2</b>		<b>282</b>		<b>22 500 000</b>		<b>10 100 000</b>	<b>7300 000</b>	<b>4100 000</b>	<b>500000</b>	<b>0</b>

\*: Centre d'encadrement, de recyclage et de mise à niveau des agents de l'Etat (prioritairement)

- Le coût total des investissements à réaliser durant les 5ans s'élève à 24 milliards de nos francs. Encore une fois, la plupart des investissements sont concentrés dans les deux premières années.

- Sont pris en compte dans la construction de bâtiments universitaires, les cités et restaurants universitaires et dans la construction d'écoles professionnelles, l'école nationale des sports (ENAS), issue de la transformation de l'INJS.
- S'agissant de la mobilisation des fonds, les ONG arabes opérant dans le pays devront être mises à contribution à travers un recadrage de leurs opérations de construction et de réhabilitation d'infrastructures scolaires. Et pour le CERMA, il pourra entièrement faire objet d'un emprunt bancaire car sa mise en fonction génèrera des fonds conséquents susceptibles de faire face à des échéanciers de remboursement.

### III. MINISTERE DE LA SANTE, DE LA SOLIDARITE, DE LA PROTECTION SOCIALE, ET DE LA PROMOTION DU GENRE

Nature des investissements	Unité	Nombre quantité	Coût unitaire x1000 KMF	Coût total x 1000 KMF	Source potentielle de financement	Déclinaison				
						A1	A2	A3	A4	A5
1. Réhabilitation des CM et CS (y compris les laboratoires)	Unité	30	150 000	4500 000	– Partenaires , Etat	15 2 250 000	10 1500 000	5 750 000	0 0	0 0
2. Réhabilitation des CH (y compris les laboratoires)	Unité	2	1000 000	2000 000	– Partenaires , Etat	0 0	2 2000000	0 0	0 0	0 0
3. Construction d'un nouveau CH avec des unités spécialisées et un laboratoire moderne	Unité	1	7000 000	7000 000	– Partenaires , Etat	1 7000 000	0 0	0 0	0 0	0 0
4. Matériel roulant	Unité	100	20 000	2000 000	– Partenaires , Etat	50 1000 000	20 400 000	20 400 000	10 200 000	0 0
5. Equipements hospitaliers modernes	Unité		Forfait	5000 000	– Partenaires , Etat	1000 000	3000 000	1000 000	0	0
6. Réhabilitation de la PNAC	Unité	1	1500 000	1500 000	– Partenaires , Etat	1 1500 000	0 0	0 0	0 0	0 0
7. Logements sociaux	Unité	50	800 000	40 000 000	– Partenaires , Etat	0 0	0 0	30 2400 000	10 8000 000	10 8000 000
8. Locaux du PAN (Programme alimentaire national)	Unité	4	1000 000	4000 000	– Partenaires , Etat	2 2000 000	1 1000 000	1 1000 000	0 0	0 0
9. Centrale des médicaments et produits pharmaceutiques	Unité	1	1500 000	1500 000	– Partenaires , Etat	1 1500 000	0 0	0 0	0 0	0 0



<b>TOTAL3</b>	<b>Unité</b>	<b>339</b>		<b>65 500 000</b>	– Partenaires , Etat	<b>16 250 000</b>	<b>7 900 000</b>	<b>9 150 000</b>	<b>8 200 000</b>	<b>8 000 000</b>
---------------	--------------	------------	--	-------------------	-------------------------	-------------------	------------------	------------------	------------------	------------------

- Le secteur de la santé et solidarité aura besoin d'environ 65 milliards de nos francs pour réaliser ses ambitions en matière d'investissement
- Ce montant sera en grande partie absorbé par la réhabilitation et construction d'établissements sanitaires ainsi que les logements sociaux; et s'agissant de ces derniers, le montant désigné consistera à réaliser un projet pilote de construction de logements au niveau des capitales et au niveau des préfectures; la réussite du projet définira la conduite à tenir par la suite.
- Pour ce qui est de la PNAC dissoute il y a quelques années, l'objectif est de la réhabiliter pour répondre à des besoins pressants en matière de fourniture de médicaments essentiels surtout en période d'épidémie; le coût calculé servira à réhabiliter les locaux ou à construire de nouveaux bâtiments mais surtout à acquérir des équipements et des consommables pour la fabrication des médicaments.

**IV. MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE L'INFORMATION, DE LA DECENTRALISATION, CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS,**

Nature des investissements	Unité	Nombre quantité	Coût unitaire x1000 KMF	Coût total x 1000 KMF	Source potentielle de financement	Déclinaison				
						A1	A2	A3	A4	A5
1. Equipements de lutte contre les incendies	Unité	40	100 000	4000 000	– Etat, partenaires	10 1000 000	10 1000 000	10 1000 000	10 1000 000	0 0
2. Autres équipements	Unité	Forfait	500 000	500 000	– Etat, partenaires	300 000	100 000	100 000	0	0
3. Nouveau bâtiment du COSEP	Unité	1	1000 000	1000 000	– Etat, partenaires	0	1000 000	0	0	0
4. Construction de zones d'évacuation	Unité	5	500 000	2500 000	– Etat, partenaires	0 0	0 0	2 1000 000	3 1500 000	0 0
5. Réhabilitation de l'observatoire du karthala	Unité	1	500 000	500 000	– Etat, partenaires	1 500 000	0 0	0 0	0 0	0 0
6. Réhabilitation et équipement de l'école de police	Unité	1	500 000	500 000	– Etat, partenaires	0	500 000	0	0	0
7. Extension de la couverture de l'ORTC sur tout le	Unité	1	2000 000	2000 000	– Etat, partenaires	1000 000	1000 000	0	0	0

territoire national (Radio et télé)										
<b>TOTAL 4</b>	<b>Unité</b>	<b>49</b>		<b>11 000 000</b>	– Etat, partenaires	<b>2800 000</b>	<b>3600 000</b>	<b>2100 000</b>	<b>2500 000</b>	<b>0</b>

- Le coût des investissements au titre du ministère de l'intérieur est d'environ 11 milliards de nos francs. Font partie de ces investissements, la construction de zones d'évacuation au niveau des trois îles pour l'évacuation des populations en cas de catastrophe à raison de 3 zones à la Grande Comores, une zone à Mohéli et une zone à Anjouan, ainsi que la construction d'un nouveau bâtiment du COSEP offrant plus de capacité d'intervention.
- Une des priorités qui seront aussi développées sera l'extension de la couverture de l'ORTC au niveau de tout le territoire comorien pour une meilleure diffusion des informations et ouverture de la population aux événements mondiaux.
- La mobilisation de fonds se fera essentiellement via les partenaires

#### V. MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI, DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE, DE LA CULTURE ET DES SPORTS

Nature des investissements	Unité	Nombre quantité	Coût unitaire x1000 KMF	Coût total x 1000 KMF	Source potentielle de financement	Déclinaison				
						A1	A2	A3	A4	A5
1. Construction de centres culturelles	Unité	3	500 000	1500 000	– Etat, partenaires	0 0	0 0	2 1000 000	1 500 000	0 0
2. Infrastructures sportives	Unité	10	1000 000	10 000 000	– Etat, partenaires	3 3000 000	2 2000 000	3 3000 000	1 1000 000	1 1000 000
<b>TOTAL 5</b>	<b>Unité</b>	<b>13</b>		<b>11 500 000</b>	– Etat, partenaires	3000 000	2000 000	4000 000	1500 000	1000 000

- Le total des investissements pour le secteur est d'environ 11 milliards de KMF; ils serviront essentiellement à développer les infrastructures sportives dans le cadre d'une diversification des activités sportives mais aussi à construire des centres culturelles pour la science et l'animation culturelle en vue de développer la culture locale et ouvrir le pays à d'autres cultures.
- A noter que dans ce budget, n'est pas incluse, la construction du stade omnisport en cours de construction par la république populaire de chine

**VI. MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN, DE L'ENERGIE, DE L'INDUSTRIE, DE L'ARTISANAT, DU TOURISME, DES INVESTISSEMENTS, DU SECTEUR PRIVE**

Nature des investissements	Unité	Nombre qtité	Coût/unit éx1000 KMF	Coût total x 1000KMF	SPF	Déclinaison				
						A1	A2	A3	A4	A5
1. Construction de centrales électriques	Centrale	3	18000 000	54000 000	– Etat, partenaires	3 54000 000	0 0	0 0	0 0	0 0
2. Construction d'unités de Production de biogaz	Unité	3	500 000	1500 000	– Etat, partenaires	1 500 000	1 500 000	1 500 000	0 0	0 0
3. Construction de citernes de stockage d'hydrocarbures	Unité	4	500 000	2000 000	– Etat, partenaires	2 1000 000	2 1000 000	0 0	0 0	0 0
4. Adductions d'eau	Unité	5	7000 000	35000 000	– Etat, partenaires	3 21000 000	2 14000 000	0 0	0 0	0 0
6. Construction de zones franches	Unité	3	2000 000	6000 000	– Etat, partenaires	2 4000 000	1 2000 000	0 0	0 0	0 0

7. Construction de centres commerciaux	Unité	3	2000 000	6000 000	– Etat, partenaires	2 4000 000	1 2000 000	0 0	0 0	0 0
8. Construction d'usines agro alimentaires	Unité	10	500 000	5000 000	– Etat, partenaires	0 0	2 1000 000	4 2000 000	2 1000 000	2 1000 000
9. Aménagement de marchés périodiques	Unité	3	500 000	1500 000	– Etat, partenaires	3 1500 000	0 0	0 0	0 0	0 0
10. Construction d'un village artisanal	Unité	1	500 000	500 000	– Etat, partenaires	1 500 000	0 0	0 0	0 0	0 0
11. Réhabilitation Galawa	Unité	1	5000 000	5000 000	– Etat, part	5000 000	0	0	0	0
12. Construction d'hôtels	Unité	7	1000 000	7000 000	– Etat, part	0	2000 000	2000 000	2000 000	1000 000
13. Constructions d'usines dans divers secteurs (ciment, textile, parfums, AMC, embouteillage de gaz, .....	Unité	7	3000 000	21000 000	– Etat, part	0 0	2 6000 000	3 9000 000	1 3000 000	1 3000 000
14. Construction de bâtiments administratifs, logements..	Unité		Forfait	10 000 000	– Etat, part	5000 000	2000 000	2000 000	1000 000	0
<b>TOTAL 6</b>				<b>154500 000</b>		<b>96500 000</b>	<b>30 500 000</b>	<b>1550000 0</b>	<b>7000 000</b>	<b>5000 000</b>

- Pour relancer l'activité économique du pays il faut investir au bout des 5 années, environ 154 milliards dont 58% dans le secteur de l'eau et de l'énergie, le reste pour les activités de production, soit 42%.
- Les 42% à investir dans l'activité de production, soit environ 65milliards, proviendront d'emprunts auprès des institutions financières contractés par la société nationale d'investissement (SNI) qui doit être créée pour constituer le fer de lance de l'activité économique nationale. Les secteurs de concentration de cette société seront l'hôtellerie et le bâtiment.
- Le secteur bancaire national sera grandement mis à profit.

## VII. MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

Nature des investissements	Unité	Nombre quantité	Coût unitaire x1000 KMF	Coût total x 1000 KMF	Source potentielle de financement	Déclinaison				
						A1	A2	A3	A4	A5
1. Création de la banque postale	Unité	1	6000 000	6000 000	– Etat, partenaires	6000 000	0	0	0	0
2. Création d'une banque agricole	Unité	1	4000 000	4000 000	– Etat, partenaires	0	4000 000	0	0	0
3. Création d'une banque industrielle	Unité	1	6000 000	6000 000	– Etat, partenaires	0	0	6000 000	0	0
<b>TOTAL 7</b>		<b>3</b>		<b>16000 000</b>		6000 000	4000 000	6000 000	0	0

- Les investissements dans le secteur des finances concernent essentiellement la création de banques pour l'accompagnement de la croissance; environ 16 milliards sont nécessaires pour réaliser ces investissements et la mobilisation se fera via la SNI et d'autres partenaires associés.

**VIII. MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE, DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME/MINISTERE DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**

Nature des investissements	Unité	Nombre quantité	Coût unitaire x1000 KMF	Coût total x 1000 KMF	Source potentielle de financement	Déclinaison				
						A1	A2	A3	A4	A5
1. Construction d'un port de pêche	Unité	1	6000 000	6000 000	– Etat, partenaires	0	0	6000 000	0	0
2. Construction d'un port de plaisance	Unité	1	4000 000	4000 000	– Etat, partenaires	0	4000 000	0	0	0
3. Construction d'une usine de provende	Unité	1	500 000	500 000	– Etat, partenaires	500 000	0	0	0	0
4. Construction d'une usine de pêche	Unité	1	30 000 000	30 000 000	– Etat, partenaires	30 000 000	0	0	0	0
5. Aménagement des routes	km	900	96 000	86 400 000	– Etat, partenaires	300 28800 000	300 28800 000	300 28800 000	0 0	0 0
6. Création d'exploitations agricoles et élevages	unité	10	500 000	5000 000	– Etat, partenaires	4 2000 000	3 1500 000	2 1000 000	1 500 000	0
7. Aménagement des CRDE	Unité	12	400 000	4800 000	– Etat, partenaires	4 1600 000	4 1600 000	4 1600 000	0 0	0 0
8. Construction d'un aéroport	Unité	1	10 000 000	10 000 000	– Etat, partenaires	0	0	10 000 000	0	0
9. Constructions de gares routières	Unité	3	500 000	1500 000	– Etat, partenaires	1 500 000	2 1000 000	0 0	0 0	0 0
10. Extension port de Moroni et Mohéli	Unité	2	10 000 000	20 000 000	– Etat, partenaires	0 0	0 0	1 10 000 000	1 10 000 000	0 0
11. Construction d'un port secondaire à la grande comores	Unité	1	6000 000	6000 000	– Etat, partenaires	0	0	0	6000 000	0
<b>TOTAL 8</b>				<b>174 200 000</b>	<b>Etat, part</b>	<b>63400 000</b>	<b>36900 000</b>	<b>57400 000</b>	<b>16500 000</b>	<b>0</b>

- La plupart des investissements sont transversaux par rapport aux deux ministères du transport et de l'aménagement; ces investissements ont besoin d'un apport d'environ 174 milliards durant les 5 ans.

**RECAPITULATIF DES INVESTISSEMENTS TOTAUX**

SECTEUR D'INTERVENTION	INVESTISSEMENTS TOTAUX (x1000 KMF)	DECLINAISON				
		A1	A2	A3	A4	A5
I. ADMINISTRATION	15 000 000	4 900 000	4 500 000	2 700 000	1 700 000	1 200 000
II. EDUCATION	22 500 000	10 100 000	7300 000	4100 000	500000	0
III.SANTE	65 500 000	16 250000	7900 000	9150 000	8200 000	8000 000
IV. INTERIEUR	11 000 000	2800 000	3600 000	2100 000	2500 000	0
V. JEUNESSE, EMPLOIS	11 500 000	3000 000	2000 000	4000 000	1500 000	1000 000
VI. ECONOMIE	154500 000	96500 000	30 500 000	15500000	7000 000	5000 000
VII. FINANCE	16000 000	6000 000	4000 000	6000 000	0	0
VIII/IX. AGRICULTURE, AMENAGEMENT/TRANSPORT	174 200 000	63400 000	36900 000	57400 000	16500 000	0
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>470 200 000</b>	<b>202 950 000</b>	<b>96 700 000</b>	<b>100 950 000</b>	<b>37 900 000</b>	<b>15 200 000</b>



## INVESTISSEMENTS ET SOURCES DE FINANCEMENT

Secteur d'intervention	Investissement total (x1000KMF)	% du total	Partenaires potentiels	SOURCES POTENTIELLES DE FINANCEMENT (x1000)		
				Etat	Emprunt	Dons
I. ADMINISTRATION	15 000 000	3%	▪ Chine, pays arabes, UE, ONG arabes, autres partenaires bilatéraux	1000 000	0	14 000 000
II. EDUCATION	22 500 000	5%	▪ UE, pays arabes, ONG arabes, autres partenaires bilatéraux	1000 000	0	21 500 000
III.SANTE	65 500 000	14%	▪ Chine, AFD, Pays arabes, autres partenaires bilatéraux	30 000 000	0	35 500 000
IV. INTERIEUR	11 000 000	2%	▪ Chine, France, pays arabes	1000 000	0	10 000 000
V. JEUNESSE, EMPLOIS	11 500 000	2%	▪ Chine, France, pays arabes, privés	1000 000	0	10 500 000
VI. ECONOMIE	154500 000	33%	▪ Chine, pays arabes, UE, Privés, France, partenaires bilatéraux, institutions financières internationales (BID, BAD, FADES, ...)	30 000 000	100 000 000	24 500 000
VII. FINANCE	16000 000	4%	▪ Privés, institutions financières, partenaires bilatéraux	2000 000	14000 000	0
VIII/IX. AGRICULTURE, AMENAGEMENT/TRANSPORT	174 200 000	37%	▪ Chine, UE, pays arabes, partenaires bilatéraux et multilatéraux, institutions financières	2000 000	150 000 000	22 200 000
<b>TOTAL</b>	<b>470 200 000</b>	<b>100%</b>		<b>68 000 000</b>	<b>264 000 000</b>	<b>138 200 000</b>
				<b>14%</b>	<b>56%</b>	<b>30%</b>

- Environ 70% des investissements totaux seront consacrés aux infrastructures et à la relance des activités économiques de production.

- La répartition indique une forte proportion des emprunts, suivis par les dons et l'Etat contribuera à hauteur de 14% du total des investissements. Ces emprunts seront à majorité contractés par la SNI (Société Nationale des Investissements) auprès d'institutions financières locales et/ou internationales

## **STRATEGIE DE MOBILISATION DES FONDS**

- La stratégie à mettre en place pour engranger les fonds nécessaires à la réalisation de ce plan sera basée sur quatre axes principaux:
  - Axe 1 : Recadrage des projets existants
  - Axe 2 : Consolidation de partenariats et ouverture à des partenaires potentiels
  - Axe 3 : Accroissement de la mobilisation interne
  - Axe 4 : Mise à profit des institutions financières locales

### **Axe 1 : Recadrage des projets existants**

- Il s'agira de définir les niveaux d'engagements des projets et programmes déjà en cours financés par les partenaires et de proposer un plan de recadrage pour réorienter les reliquats vers des objectifs répondant au plan d'investissement quinquennal. Les projets non exécutés ou en négociation, feront objet d'une mise en cohérence avec les objectifs du plan et les fonds correspondants entièrement reversés dans les investissements définis dans le plan.

### **Axe2: Consolidation de partenariats et ouverture à des partenaires potentiels**

- Cela consistera à optimiser les ressources disponibles auprès des partenaires traditionnels du pays, bilatéraux et multilatéraux et à solliciter un appui conséquent pour l'accomplissement du plan d'investissement. Dans la foulée, l'Etat doit rapidement s'ouvrir à d'autres partenaires susceptibles de manifester une sensibilité à l'égard de ses besoins, notamment certains pays avec lesquels le pays a déjà signé des accords tels que la Guinée Equatoriale , le Maroc et d'autres pays ayant une prédisposition à appuyer l'Etat comme le Brunei.

### **Axe 3 : Accroissement de la mobilisation interne**

- L'Etat doit fournir un effort pour faire jouer la solidarité nationale et solliciter la contribution de la population dans la réalisation de ce plan. A cet effet des mécanismes internes pourront être testés tels que:

- le paiement des consommations d'électricité par prélèvement par anticipation sur les recharges téléphoniques
- L'instauration d'un TVA sur les consommations téléphoniques
- Ces deux types de prélèvement pourront générer à eux seuls plus de 40 milliards de francs sur une population totale de 800 000 habitants et un nombre de clients de comores télécom estimé à 350 000 clients.

#### **Axe 4 : Mise à profit des institutions financières locales**

- Les institutions financières locales seront sollicitées pour financer les investissements de la SNI

Sur le plan opérationnel, la constitution d'équipes de techniciens et de diplomates s'avérera nécessaire pour d'une part répartir les zones d'intervention et les partenaires à contacter et d'autre part relancer le processus de manière harmonisée et synchronisée aux fins d'aboutir à des résultats positifs en un temps record.